



L'emploi en agriculture biologique sur le territoire français

*Références bibliographiques issues
de la Biobase et sélectionnées pour
les 10^{es} Assises Nationales de
l'Agriculture Bio de l'Agence Bio*



Partenaires de cette publication



Septembre
2017

Situation actuelle de l'emploi en AB et prospectives

Dossier de presse : Printemps Bio 2017 : L'agriculture biologique confirme son développement en France : Une bonne nouvelle pour l'emploi !

AGENCE BIO

L'agriculture biologique poursuit sa croissance spectaculaire en France et génère de nombreux emplois sur tout le territoire. Tous les domaines sont concernés : à l'amont, la production agricole, mais également à l'aval, la transformation, la distribution... Au total, l'agriculture bio représente aujourd'hui près de 118 000 emplois directs en équivalent temps plein, soit 32 500 emplois gagnés en seulement 4 ans. Ces créations d'emplois témoignent du dynamisme de la production et de la consommation bio en France. En 2016, ce sont plus de 1,5 million d'hectares qui sont cultivés en bio en France, soit +17 % par rapport à 2015. La Bio représente ainsi 5,7 % de la Surface Agricole Utile du territoire. Le nombre de fermes bio enregistre une hausse de +12 % de 2015 à 2016. Elles sont aujourd'hui 32 264 et représentent 10,8 % de l'emploi agricole en France, soit environ 77 700 emplois. À l'aval, 14 840 entreprises travaillent pour la bio, en progression de +10 % par rapport à 2015. Elles génèrent plus de 38 320 emplois directs. On estime également que la bio concerne 2 000 emplois en matière de conseil, contrôle, formation, etc. Ce dynamisme de la Bio en France s'est reflété dans l'édition 2017 du Printemps BIO pendant laquelle, du 1er au 15 juin, des centaines d'événements ont été organisés dans toute la France pour faire connaître le mode de production bio, ses principes, ses valeurs, ses produits.

<http://www.agencebio.org/actualites/conference-de-presse-printemps-bio-2017-lagriculture-biologique-confirme-son>

2017, 41 p., éd. AGENCE BIO (Agence Française pour le Développement et la Promotion de l'Agriculture Biologique)

réf. 234-038

L'observatoire : Le porc bio en Bretagne : Production intensive... en emplois agricoles

DESPEGHEL Michaël

En Bretagne, parmi les 600 000 truies (DRAAF Bretagne, Recensement agricole 2010), seulement 1 340 étaient certifiées en bio en 2011, soit 0,2 % du cheptel. Malgré une forte demande en jambon bio, le développement de cette filière se heurte à la difficulté de valoriser l'ensemble de la carcasse en bio. Sont évoqués les circuits de vente auxquels sont destinées les truies en élevage biologique, la filière en circuits longs (alimentée par des élevages de post-sevrage/engraissement), l'emploi agricole à plein temps (en moyenne 32 ha de SAU et 197 truies par emploi en conventionnel comparés à 20 ha et 26 truies en bio).

SYMBIOSE n° 177, 01/03/2013, 1 page (p. 18)

réf. 188-011

La pratique de l'agriculture biologique créatrice d'emploi ? : Une évaluation de l'impact du bio sur la quantité de travail agricole

MASSIS Déborah / HILD François

A travers son programme « Ambition Bio 2017 », le ministère de l'Agriculture ambitionne le doublement des surfaces agricoles bio d'ici à 2017, ce qui devrait avoir un impact positif sur l'emploi agricole. En effet, l'agriculture biologique est présentée comme un secteur créateur d'emplois ancrés sur le territoire, non délocalisables. Ainsi, plusieurs études indiquent que l'emploi est plus important dans les exploitations bio que dans celles pratiquant l'agriculture conventionnelle. Par exemple, en Bourgogne, on compte 2,7 UTA dans le bio contre 1,7 en conventionnel (Bruley, 2013). Cependant, les exploitations bio développent souvent des activités particulières, comme les activités de diversification ou encore la commercialisation dans des circuits courts. Comment alors mesurer l'impact réel du bio sur le travail ? Comment comparer de façon pertinente le bio et le non bio en termes de volume de travail ? La présente étude propose d'estimer si le bio est générateur d'emplois à partir de la méthode des « différences de différences » avec appariement sur score de propension. Et se centrant sur les évolutions, cette méthode permet de s'affranchir des effets fixes. L'impact du passage au bio sera mesuré trois ans après la conversion, sur le volume total du travail agricole, mais aussi sur le volume de travail de la main-d'œuvre salariée, hors membre de la famille. Après avoir exposé les aspects méthodologiques de l'étude et les différentes sources de données, l'analyse de l'impact du bio sur le volume de travail agricole est présentée. Les résultats montrent que le passage en bio augmente l'emploi en agriculture (près d'un mois de travail / UTA), et plus encore dans les fermes pratiquant la vente en circuit court (près de deux mois à temps plein).

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/publications/dossiers/>

AGRESTE - LES DOSSIERS n° 35, 01/07/2016, 32 pages (p. 1-30)
réf. 227-107

Infos Bretagne : Observatoire de la vente en circuits courts : Activité diversifiée et créatrice d'emplois

DESPEGHEL Michaël

En Bretagne, la vente en circuits courts concerne une exploitation agricole sur 10 (RGA, 2010) et 6 fermes en agriculture biologique sur 10. L'engouement pour les circuits courts est encore plus prononcé chez les nouveaux agriculteurs bio : 8 producteurs bio sur 10 installés en 2011 font appel à ces modes de vente (essentiellement en production de légumes). Présentation : Une activité diversifiée ; Un levier pour la création d'emplois locaux ; Une fidélisation qui demande du temps.

SYMBIOSE n° 179, 01/05/2013, 1 page (p. 7)

réf. 191-088

Quantifier et chiffrer économiquement les externalités de l'agriculture biologique ?

SAUTEREAU Natacha / BENOIT Marc

L'agriculture, de façon concomitante à la production, génère des coûts et des effets non marchands, représentant des inconvénients ou des atouts pour la société : on parle d'externalités négatives (coûts sociaux) et d'externalités positives (bénéfices ou aménités). La « rémunération de ces aménités » peut servir de base à un soutien public. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt a commandé une étude auprès de l'Itab afin d'évaluer les externalités de l'agriculture biologique (quantification et chiffrage économique). Cette étude, réalisée avec l'appui scientifique de l'Inra, a consisté en un état des lieux des connaissances. Les externalités de l'AB ont été analysées au regard des externalités de l'agriculture non bio. Dans une première partie, ce rapport pose le contexte de l'étude : - présentation des concepts d'externalités, d'aménités, de services ; - caractérisations des systèmes en AB et des consommations d'intrants absentes de ce mode de production. Dans une seconde partie, les choix méthodologiques sont exposés. Les parties suivantes présentent les quantifications et chiffrages économiques pour les externalités liées : - à l'environnement (sols, foncier, eau, air, énergie fossile, biodiversité et services écosystémiques, enjeux environnementaux) ; - à la santé (moindres impacts négatifs liés à la non-utilisation de divers intrants, bénéfices nutritionnels et régimes alimentaires) ; - aux performances sociales et socio-économiques (prix et accessibilité des produits bio, lien social, travail, emploi et métier, bien-être animal, externalités transversales). Enfin, les résultats sont présentés à travers un tableau récapitulatif, une discussion, et une conclusion générale. Ils concluent à : - de moindres externalités négatives en AB (pollution des ressources en eau, biodiversité, santé...) ; - des surcroûts d'externalités positives en AB, qui restent toutefois difficiles à quantifier (environnement, consommation alimentaire et santé, bénéfices sociaux et socio-économiques...) ; - des différentiels d'externalités en défaveur de l'AB à resituer dans des bilans plus globaux (rendements plus faibles...).

<http://itab.asso.fr/actus/2016-amenites-ab.php>

2016, 136 p., éd. ITAB (Institut Technique de l'Agriculture Biologique)

réf. 229-129

Scénario Afterres2050 : version 2016

COUTURIER Christian / CHARRU Madeleine / DOUBLET Sylvain / et al

Peut-on à la fois nourrir les hommes, lutter contre le changement climatique, améliorer le revenu des agriculteurs, restaurer les écosystèmes, fournir de nouvelles productions et de nouveaux services, intégrer le bien-être animal, garantir la qualité des produits, améliorer la santé des consommateurs, offrir saveurs, terroirs et paysages... le tout en solidarité avec le reste du monde ? La liste est longue des injonctions souvent contradictoires adressées à l'agriculture. Le scénario Afterres2050, exercice de prospective portant sur le système alimentaire français - du champ à l'assiette - permet de poser les bases physiques - limites et possibilités - du débat à ouvrir. La version 2016 du scénario est enrichie et consolidée par les travaux menés avec les acteurs de plusieurs régions. Toutes les hypothèses, les indicateurs, les arbitrages qui sont posés sont argumentés et documentés. La présentation de deux variantes et d'un scénario tendanciel (projection du système actuel avec ses tendances et sous contraintes climatiques) permet de mieux mesurer l'impact de certains choix et éclaire sur les évolutions quasi inéluctables de notre agriculture. Les deux variantes sont le scénario "SAB" (Santé, Alimentation, Biodiversité) et "REP" (Résilience et Production). Le scénario SAB est en "tout bio". Afterres2050 dessine un avenir soutenable et possible avec les cartes que nous avons déjà en main, pourvu que l'ensemble des parties prenantes les joue en cohérence, dans un cadre qui reste à co-construire pour un nouveau contrat entre agriculture et société.

<http://afterres2050.solagro.org/a-propos/le-projet-afterres-2050/>
2016, 96 p., éd. SOLAGRO

réf. 231-110

Dossier Emploi-Transmission : L'agriculture biologique, le GAB et l'emploi...

BRIAND Lucas

L'agriculture biologique génère en moyenne plus d'emplois que l'agriculture conventionnelle : 2,4 Equivalents Temps Plein (ETP) en AB contre 1,5 ETP en conventionnel, en France. En région Pays-de-la-Loire, les fermes en AB emploient 1.13 ETP contre 0.58 ETP en conventionnel. Alors que 5.3 % des fermes et 5% des surfaces sont conduites en AB, 7,2 % des travailleurs agricoles de la région se trouvent sur des fermes AB (ORAB, 2012). D'après les premiers retours d'une enquête, il semble qu'un certain nombre de fermes bio de Loire-Atlantique projettent d'embaucher dans les mois ou les années à venir. Cependant, malgré ces besoins effectifs en main d'œuvre, il semble que les producteurs rencontrent certaines difficultés pour y répondre (difficultés d'ordre financier en maraîchage, rareté des candidats en élevage). L'article présente également les appuis que peut fournir le GAB 44.

GAB 44 INFOS n° 40, 01/09/2013, 1 page (p. 6)

réf. 194-188

L'effet sur l'emploi d'une transition écologique de l'agriculture en France : le cas du scénario Afterres BÂ Maïmouna / GRESSET-BOURGOIS Mathilde / QUIRION Philippe

Une transition écologique de l'agriculture aura des effets sur les emplois. Cet article vise à estimer l'emploi agricole, l'emploi total et les composantes du revenu agricole pour le scénario Afterres de l'association Solagro, qui se caractérise notamment par le développement de l'agriculture biologique et de l'agriculture intégrée, en comparaison avec le scénario tendanciel. L'étude aboutit à un résultat agricole légèrement supérieur dans le scénario Afterres et à un résultat agricole par actif supérieur dans le scénario tendanciel. Cependant, en augmentant un peu les subventions dans le premier scénario, ce qui se justifierait en regard du montant des coûts externes actuels de l'agriculture, le revenu par actif serait équivalent dans les deux cas. La dépense de consommation des ménages augmentera moins dans le scénario Afterres, bien que la qualité des produits tendent à augmenter, du fait de l'évolution du régime alimentaire (moins de viande et de sucre). L'effet sur l'emploi direct par branche du scénario Afterres est principalement positif sauf dans la branche des industries agroalimentaires (baisse d'activité du fait des nouveaux régimes alimentaires) et la branche de l'énergie (moins d'intrants et baisse de la consommation énergétique). Le développement de la biomasse a un effet net sur l'emploi de plus de 20 350 emplois ETP pour le scénario Afterres. Celui-ci, ajouté à la baisse des dépenses alimentaires et donc à une redistribution du pouvoir d'achat plus importante dans les autres branches, amène au final à la conclusion que l'emploi croît significativement dans le scénario Afterres par rapport au scénario tendanciel, dans plusieurs branches.

COURRIER DE L'ENVIRONNEMENT DE L'INRA (LE) n° 66, 01/04/2016, 10 pages (p. 93-102)

réf. 234-075

L'Agriculture Biologique : Quelles spécificités d'exploitation ?

AUBERT Magali / PIOT-LEPETIT Isabelle / TEMRI Leïla / et al

Les récentes crises sanitaires ont placé les consommateurs dans un climat de méfiance. En France, des certifications sont mises en œuvre pour garantir que la production mise sur le marché réponde aux exigences en termes de risque sanitaire. Le label Agriculture Biologique (AB) est une de ces certifications. Trois productions sont particulièrement analysées dans le cadre de cette étude : le maraîchage, la viticulture et l'arboriculture. Sur la base du Recensement Agricole de 2010, une analyse des freins et leviers de l'adoption de ce label est réalisée. Ces données, exhaustives, permettent d'apprécier de façon très fine les caractéristiques individuelles des actifs présents et les caractéristiques structurelles de ces exploitations au regard de leur pratique productive. Les résultats mettent en évidence l'importance des actifs présents sur l'exploitation. Le niveau de formation, le temps d'activité ou encore la nature des emplois salariés semblent être des facteurs incontournables de l'adoption du label AB.

<http://prodirna.inra.fr/?locale=fr#!ConsultNotice:383118>

2016, 22 p., éd. INRA EDITIONS

réf. 236-090

Emploi et agriculture bio : Employeurs cherchent salariés qualifiés

ROUSVOAL Bénédicte / DESPEGHEL Michaël

En Bretagne, la FRAB a mené, dans le cadre de l'Observatoire régional de la production bio, une enquête sur l'emploi salarié dans les fermes bio. Plus de 600 agriculteurs ont répondu, permettant de dresser un état des lieux des emplois pourvus et à pourvoir et des besoins et attentes des agriculteurs en termes de compétences et de formation. Premier résultat pouvant être retenu : le dynamisme de l'emploi salarié en exploitations biologiques. En effet, le nombre de salariés embauchés à plein temps dans les fermes bio bretonnes en 2016 peut être estimé à 1450. Ce chiffre devrait augmenter, avec la création de plus de 420 postes à prévoir d'ici un an et de 670 d'ici trois ans. La majorité des recrutements concerne des CDI et des salariés polyvalents. Le niveau de formation n'est pas le critère déterminant à l'embauche, alors que l'expérience est essentielle. Ces postes salariés sont des occasions pour les salariés de se former, mais aussi de devenir à terme associé ou de reprendre une exploitation. Mais les employeurs ont du mal à trouver des candidats et il semble important de travailler à lever les freins à l'embauche : rendre plus attractif l'emploi salarié agricole en AB (en mettant en avant les perspectives d'avenir offertes par exemple), rendre la formation agricole moins théorique et qu'elle intègre mieux les spécificités de l'AB, soutenir, par exemple par des aides, les employeurs qui recrutent des salariés avec peu de formation et ainsi reconnaître leur rôle de formateur, accompagner les producteurs dans leurs besoins de formation sur la réalisation d'une embauche ou sur ce que représente le fait d'être employeur... autant de pistes de travail mises en avant par cette étude.

SYMBIOSE n° 217, 01/11/2016, 4 pages (p. 10-13)

réf. 230-049

Les éco-activités et l'emploi environnemental en 2014 : premiers résultats

AUZANNEAU Muriel

Les éco-activités sont les activités qui produisent des biens ou services ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources. Elles sont exercées pour l'essentiel par des entreprises marchandes mais aussi par des administrations publiques. Il s'agit du périmètre de référence établi au niveau d'Eurostat pour le suivi de long terme des emplois "verts" et les comparaisons internationales. Cette publication restitue des estimations provisoires pour l'année 2014 en France. En 2014, les éco-activités mobilisent 447 200 emplois en équivalent temps plein (ETP), soit 0,7 % de plus qu'en 2013. Cette évolution provient principalement des conversions à l'agriculture biologique des exploitations françaises. Le montant de la valeur ajoutée dans les éco-activités atteint près de 30 milliards d'euros, en hausse de 0,5%. Les énergies renouvelables progressent davantage, notamment dans la vente d'énergie photovoltaïque et éolienne. La balance commerciale est excédentaire de l'ordre de 2,9 milliards d'euros, stable par rapport à 2013.

[http://www.statistiques.developpement-](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2542/1264/eco-activites-lemploi-environnemental-2014-premiers.html)

[durable.gouv.fr/publications/p/2542/1264/eco-activites-lemploi-environnemental-2014-premiers.html](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2542/1264/eco-activites-lemploi-environnemental-2014-premiers.html)

CHIFFRES & STATISTIQUES n° 755, 01/04/2016, 5 pages (p. 1-5)

réf. 222-132

Dossier : Cinq scénarios pour le Massif Central à l'horizon 2050

D'ALTEROCHE François

A la demande du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires, l'INRA a mené une étude prospective sur de possibles évolutions pour l'élevage sur le Massif Central (MC) à l'horizon 2050. Ce dossier présente les cinq scénarios volontairement contrastés issus de ce travail et leurs impacts en termes de tonnages, d'occupation du territoire ou encore d'emplois. Ces scénarios ont été construits en tenant compte en particulier de la consommation de viande et du changement climatique. Le scénario 1, dit d'excellence, envisage une baisse de 60 % de la consommation de viande. Dans ce contexte, les acteurs du MC s'appuient sur l'image de marque d'une production à l'herbe. Dans le scénario 2, caractérisé par une baisse de 30 % de la consommation de viande et la poursuite de la libéralisation, la tendance va vers la production de viande maigre, au coût le plus bas, avec un fort agrandissement des exploitations. Le scénario Agroécologie s'appuie aussi sur une baisse de 30 % de la consommation de viande mais avec une demande des consommateurs pour une viande produite avec plus de naturalité. L'herbe et l'AB ont une place importante et ce scénario est celui qui montre le meilleur impact en termes d'emplois. Le scénario dit partenariat, avec une baisse de 5% de la consommation de viande, est basé sur une volonté forte des régions d'agir, en concertation, pour le développement d'un partenariat équitable entre les maillons des filières. Enfin, le scénario « géopolitique » s'appuie sur l'hypothèse d'un fort impact de la demande en viande de certains pays mais une baisse de 30 % en Europe : la production de viande sur le MC est dominée par le maigre au prix le plus bas, pour l'exportation, avec engraissement hors du territoire et, globalement, des impacts économiques négatifs. Ces scénarios contrastés, mais tous plausibles, sont avant tout des outils pour permettre aux acteurs des filières et aux décideurs de s'interroger et d'anticiper face à des avènements possibles.

REUSSIR BOVINS VIANDE n° 243, 01/12/2016, 10 pages (p. 14-23)


réf. 234-041

Dossier de presse : Étude exclusive Natexbio/Asterès : La bio prend de l'ampleur : Une croissance hors du commun sur tous les segments du marché

NATEXBIO / ASTERES

Cette étude menée par le cabinet Asterès pour Natexbio, la fédération des entreprises de transformation et de distribution de produits biologiques et écologiques, montre que tous les secteurs bio sont concernés par une croissance exceptionnelle. Les entreprises françaises de transformation de l'agroalimentaire, des cosmétiques, des compléments alimentaires, des produits d'hygiène comme des textiles bio ont toutes vu leur activité faire un bond sans précédent ces dernières années. Le segment agroalimentaire, qui constitue le marché traditionnel de la transformation bio, est le premier concerné par cet essor record et enregistre de nombreuses créations d'entreprises, ainsi qu'une croissance des effectifs de 5% en 2015 (11% entre 2012 et 2015). Les nouveaux marchés de la transformation de produits biologiques connaissent également une croissance des plus soutenues. La production de cosmétiques bio a ainsi progressé de +10 % en valeur en 2015 et constitue un segment particulièrement innovant puisque près de 9 entreprises sur 10 ont lancé un nouveau produit dans l'année. Compléments alimentaires, produits d'entretien et textile affichent également une croissance positive de 5, 13 et 3 % en France en 2015. Les enseignes bio en réseau affichent une progression de leur chiffre d'affaires de 14 % en 2015.

2016, 20 p., éd. NATEXBIO

réf. 228-144 

Illustrations de cas particuliers

Maraîchage : Ils ont créé un groupement d'employeurs

PIEL Thérèse

En Ille-et-Vilaine, cinq maraîchers biologiques ont décidé de créer un groupement d'employeurs afin de réduire les coûts de main d'œuvre. Les fermes sont proches les unes des autres : entre 1 et 5 km. Un besoin commun de main-d'œuvre expérimentée les a incités à créer un groupement, ce qui leur permet d'embaucher deux salariés à temps plein en CDI. L'article explique le mode de gouvernance et l'organisation collective qui est horizontale. Les responsables du groupement tournent régulièrement et les agriculteurs ont une organisation hebdomadaire rigoureuse.

SYMBIOSE n° 194, 01/10/2014, 2 pages (p. 16-17)

réf. 206-155

Fruits et légumes : Uni-Vert, première coopérative certifiée bio et équitable

RIVRY-FOURNIER Christine

Présente au salon Medfel, la coopérative Uni-Vert, spécialisée en fruits et légumes, est certifiée bio et équitable selon le référentiel ESR (Équitable, solidaire et responsable). Cette coopérative, créée en 1991 à St-Gilles, dans le Gard, est une pionnière de la bio. Pour cette structure, l'objectif est de privilégier l'humain, avec un développement raisonné et des contrats commerciaux stables sur le long terme, permettant de garantir une répartition des ressources à tous les niveaux. La coopérative privilégie les circuits courts et diversifiés, pour la sécurité et la réduction des intermédiaires. Même si elle est aussi présente sur Rungis, elle livre parallèlement directement des plateformes ou des magasins en direct, partout en France et notamment en région parisienne. Uni-Vert cherche à avoir un impact positif sur l'emploi (emploi de salariés locaux et sur l'année chez les producteurs et au sein de la coopérative) et sur l'environnement (filière locale, panneaux photovoltaïques, etc.). La coopérative est aussi impliquée dans la coopération agricole, au Sénégal, où elle mène un projet agroécologique.

BIOFIL n° 112, 01/07/2017, 2 pages (p. 16-17)

réf. 236-118

Créer un emploi partagé entre des agriculteurs bios et durables

ECHO DU CEDAPA (L')

Dans les Côtes-d'Armor, sept agriculteurs ont créé Eco-lien, un groupement d'employeurs qui leur permet d'embaucher un salarié à plein temps dans l'objectif de répondre à un besoin plus ou moins ponctuel de main d'œuvre tout en créant un emploi pérenne. A mi-temps sur les deux exploitations qui ont les plus forts besoins, le salarié est mis à disposition des cinq autres exploitations pour des travaux occasionnels. Chacun des sept adhérents paye un droit d'entrée de 100 €, une cotisation annuelle de 50 € et une quote-part du salaire en fonction du nombre de jours où l'employé a travaillé dans chaque structure. Après un an d'expérience, l'équilibre d'Eco-lien est atteint, aussi bien d'un point de vue financier qu'humain.

ECHO DU CEDAPA ET DE L'ADAGE (L') n° 99, 01/01/2012, 1 page (p. 3)

réf. 178-109

Pour les graines de paysans l'ADEAR ouvre trois fermes-test en Languedoc-Roussillon

PAVARD Pascaline

L'ADEAR L-R (Association pour le développement de l'emploi agricole et rural du Languedoc-Roussillon) a pu monter trois projets de couveuses agricoles pour faire face aux difficultés d'accès au foncier des candidats à l'installation. L'association s'est inspirée d'autres projets et, depuis le 12 mars 2012, a rejoint le RENETA (Réseau national des espaces-test agricoles). Trois structures ont vu le jour : l'association "Coup d'pousses" dans le Gard (juillet 2011) ; "Terracoopa", coopérative héraultaise (décembre 2011) ; l'association "Graines de paysans", dans l'Aude (printemps 2012). Joseph Le Blanc, ancien salarié de l'ADEAR, et gérant d'une couveuse agricole, est satisfait qu'ait pu être mobilisées les collectivités publiques sur ces installations. Les couveuses sont un lieu collectif où chacun peut développer son projet. Pour mutualiser les investissements, les financements, le fonctionnement, différents lieux ont été trouvés. Le maraîchage reste la composante commune aux trois structures (mais l'une d'elle accueille aussi de l'élevage et des grandes cultures). Chaque couveuse permet d'accueillir dix porteurs de projets, tous en bio. L'accueil est individualisé et repose sur un contrat d'appui au projet d'entreprise entre la couveuse et le porteur. Chaque couveuse a embauché un salarié et, selon les cas, des associés, personnes morales et autres partenaires, prennent en charge une partie du travail. Au-delà des missions (accompagnement, gestion des activités...), reste à développer ce projet pour qu'il dépasse les limites d'une simple couveuse...

NATURE & PROGRES n° 88, 01/06/2012, 2 pages (p. 36-37)

réf. 181-001

Repères : Ma vie : Etienne Lurois, pour l'installation des "Nima"

POUDEVIGNE Elise

Etienne Lurois est cidriculteur biologique, dans le pays de Bray (Haute-Normandie). Il a planté les premiers pommiers à cidre en 1991, en zones AOC Calvados et Pommeau. Des rotations "PAC", il est passé au bio et à la commercialisation en direct de ses produits. Il expérimente tous les moyens pour transformer son exploitation en coopérative d'activité et d'emploi (CAE), pour faciliter l'installation de personnes non-issues du monde agricole, les "Nima". Le projet est suivi de près par la MSA, la Région Haute-Normandie. E. Lurois est aussi en contact avec la Fncuma qui travaille sur la coopération de production. Il évoque les atouts et les contraintes des CAE, ainsi que les perspectives : actuellement, les CAE concernent les Nima et les productions marginales mais, dans l'avenir elles pourraient intéresser des grosses exploitations.

ENTRAID'OUEST n° 412, 01/05/2013, 2 pages (p. 62-63)

réf. 190-092

Repères Ma vie : Claire Genova, le goût des autres

DEMAZEL Vincent

Claire Genova, agricultrice en Beauce, est l'une des chevilles ouvrières du groupement d'employeurs Sans Pierre, pour l'embauche de saisonniers à la récolte de pommes de terre. Depuis 3 ans, elle prolonge cette expérience avec la fondation du jardin Soli-Bio, un chantier d'insertion affilié au réseau des Jardins de Cocagne qui fournit des légumes bio cultivés sur 4 ha et 3 600 m² de serres.

ENTRAID'OUEST n° 416, 01/10/2013, 2 pages (p. 60-61)

réf. 195-203

Le Biaujardin - Gerzat (63) : Semer la vie et cultiver l'insertion

BENDOTTI Carole

Produire et vendre des légumes biologiques en zone péri-urbaine est l'objectif premier du Biaujardin, installé à Gerzat (63). Dès son démarrage en 1997, la structure s'est fixée le but de développer le circuit court par abonnement, préserver les nappes phréatiques et l'espace agricole en zone urbaine et permettre la réinsertion par l'emploi des personnes en difficulté. Cultiver des légumes biologiques avec des personnes en insertion socio-professionnelle est une activité que seul le Biaujardin accomplit à ce jour dans la région.

PAYSAN D'Auvergne (LE) n° 2904, 18/10/2013, 1 page (p. 16)

réf. 195-121

Yonne : Le pari du retour des vaches et des paysans

DUCASSE Benoît

En 1979, Philippe Collin s'installe en polyculture-élevage sur la ferme familiale dans l'Yonne, puis vend son troupeau de vaches en 1987. Il se convertit à l'AB en 1998. Puis, en 2005, il s'associe et crée un GAEC en grandes cultures sur 310 hectares. 2013 voit de forts changements, à surface constante, avec la reprise de l'élevage laitier et l'installation d'un atelier de transformation, ainsi que d'une boutique de vente de produits fermiers. Aujourd'hui, contre toute attente, dans un territoire plutôt soumis à la désertification rurale, cette exploitation compte quatre associés et deux salariés, un troupeau de 120 têtes et est quasi autonome pour l'alimentation de ce dernier. Et les projets ne manquent pas : installation d'arbres fruitiers dans les pâtures, nouvelle activité prévue autour de la vente de viande en caissette, extension des bâtiments... ; et déjà, le départ à la retraite, dans quatre ans, de Philippe Collin, est en préparation.

CAMPAGNES SOLIDAIRES n° 317, 01/05/2016, 2 pages (p. 14-15)

réf. 226-052

Dossier : Le salariat agricole

CHEMIN Edith / CHEVEAU Aurélie / LERAY Aurélien

Ce dossier sur le salariat agricole présente plusieurs témoignages. Jean-Marc Restif, éleveur de vaches laitières biologiques en Ille-et-Vilaine, travaille avec un salarié depuis de nombreuses années. Si cela a d'abord permis de faire face à une charge de travail importante ponctuellement, c'est maintenant un réel choix de vie. Jean-Marc apprécie de ne pas travailler seul et d'avoir plus de disponibilités. Le deuxième témoignage est celui de Georges Etesse, éleveur laitier dans les Côtes-d'Armor. Avec six autres agriculteurs, aux productions diverses, en systèmes bio ou herbagers, il a créé le groupement d'employeurs Ecolien. Laura Pichard, la salariée du groupement, apprécie ce travail qui lui permet d'avoir des tâches variées et de ne pas toujours travailler avec la même personne. Jérôme Deregnancourt, quant à lui, est salarié. Passé par plusieurs systèmes, en bio, herbager, ou encore basé sur le maïs, il retire de ses expériences l'importance des temps d'échanges entre salarié et employeur, et la reconnaissance par ce dernier du travail et de l'implication de l'employé. Enfin, Yann Allanic, éleveur laitier en bio, décrit son organisation avec Youenn Philippe, en apprentissage pour deux ans sur la ferme. Des tableaux présentent les aides à l'emploi qui existent pour les agriculteurs.

ECHO DU CEDAPA ET DE L'ADAGE (L') n° 126, 01/09/2016, 5 pages (p. 5-9)

réf. 229-117

Le site bio-emploi.com souffle sa première bougie ! BIO-LINEAIRES

Complémentaire de Biolinéaires et de sa page Emploi, le site bio-emploi.com (site internet consacré à l'emploi dans la filière bio et diététique qui a vu le jour il y a un peu plus d'un an) permet de mettre en ligne instantanément une offre et de toucher un public d'internautes bien ciblé. Depuis un an, une trentaine d'entreprises et d'associations ont utilisé ce site, à plusieurs reprises parfois, pour diffuser une offre d'emploi (candidatures toujours qualitatives). 300 visites en moyenne par semaine sont comptabilisées. Un nouveau service offre la possibilité de déposer un CV. La "CVthèque Bio" s'enrichit de jour en jour (plus de 1 200 CV de candidats issus du bio ou désireux de s'y engager sont comptabilisés). Grâce à un travail de classement (profil du candidat, poste actuel...), une recherche ciblée a permis d'identifier une douzaine de CV susceptibles de répondre à la diffusion faite en urgence d'une offre d'emploi. Après un test satisfaisant, ce nouveau service, réactif et interactif, est désormais disponible.

BIO LINEAIRES n° 33, 01/01/2011, 1 page (p. 81)

réf. 166-117

Liens internet proposant des offres d'emploi liées à l'agriculture biologique et à l'environnement

- <https://annoncesbio.blogspot.fr/>
- <http://www.bio-emploi.com/>
- http://www.fnab.org/index.php?option=com_adsmanager&page=show_category&catid=1&order=0&expand=-1&Itemid=36
- <http://www.apecita.com/>
- <http://www.grainecentre.org/emploi>
- <http://www.reseau-tee.net/>
- <https://www.emploi-environnement.com/>
- <https://alimetiers.com/>
- <http://www.anefa-emploi.org/>
- <http://www.jobagroalimentaire.com/>
- <http://www.envirojob.fr/>
- <http://www.agroforesterie.fr/emplois-stages-agroforesterie.php>
- <https://www.yojob-agriculture.fr/>
- <http://www.jobagri.com/>
- <http://orientationdurable.com/offres-emploi-economie-sociale-solidaire/>

Réalisation

Sélection bibliographique 2011 – 2017

Cette sélection bibliographique vous est proposée dans le cadre des 10^e Assises Nationales de l'Agriculture Biologique, organisées par l'Agence Bio, le 21 septembre 2017, à l'occasion de Tech&Bio.

Elle a été réalisée à partir de la **Biobase, la seule base de données documentaire francophone spécialisée en agriculture biologique** et accessible à l'adresse <http://abiodoc.docressources.fr/>. La Biobase est gérée par ABioDoc, le Centre national de ressources en agriculture biologique, service de VetAgro Sup et missionné par le ministère de l'Agriculture.

ABioDoc édite également une revue bibliographique gratuite, le Biopresse (abonnement sur <http://www.abiodoc.com/user/register>) et des infolettres thématiques (en savoir plus sur <http://www.abiodoc.com/actualites/infolettres>).



Tous les documents sont consultables à ABioDoc et la plupart peuvent être commandés sous forme de photocopies ou empruntés (pour les ouvrages) selon la réglementation en vigueur.

Réalisation : Sophie VALLEIX, Esméralda Ribeiro

Photo de couverture : « [Nice - Aug10](#) » par [Fabien Agon](#) est sous licence [CC By 2.0](#)

Liste éditée par :

ABioDoc
Centre National de Ressources en Agriculture Biologique
VetAgro Sup – Campus agronomique de Clermont
89 avenue de l'Europe – BP 35 – 63 370 LEMPDES
(France)
Tél. : 04 73 98 13 99 – Fax : 04 73 98 13 98
abiodoc@educagri.fr / www.abiodoc.com

 www.facebook.com/biopresse  www.twitter.com/abiodoc